



PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE MEDITERRANEAN
ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DE LA MEDITERRANEE
الجمعية البرلمانية للبحر الأبيض المتوسط

**2^{ème} Commission permanente sur la Coopération en matière
économique, sociale et environnementale**

Groupe d'Etude spécial sur la Gestion des Catastrophes

La Gestion des Catastrophes en Méditerranée

Rapporteur : M. José Junqueiro (Portugal)

*Rapport approuvé par consensus par la 2^{ème} Commission permanente
lors de sa 4^{ème} réunion le 25 Juin 2009 à Lisbonne*

I. Intérêt de l'APM sur le sujet de la Gestion des Catastrophes

Suite à des débats internes parmi les membres de la 2^{ème} Commission permanente sur les catastrophes récentes en Grèce et au Portugal, les délégués de l'APM ont ressenti le besoin d'étudier la coopération en matière de protection civile et d'inclure le sujet au calendrier des activités 2009. Afin de lancer une discussion sur la question, la 2^{ème} Commission permanente l'APM s'est réunie à Malte le 18 septembre 2008. Les parlementaires ont pu écouter les présentations de **M. Agostino Miozzo**, Directeur des relations extérieures de la protection civile italienne et **M. Peter Cordina**, Directeur général de la protection civile maltaise.

M. Agostino Miozzo indiqua que la notion de perception du risque avait évolué rapidement au cours des dernières décennies et que les bons résultats d'aujourd'hui résultaient « d'années d'erreurs ». M. Miozzo a fait remarquer que peu de ressources ont été consacrées à la préparation aux catastrophes. Il a estimé que les défis à relever pour la protection civile à l'avenir étaient liés à la coordination des ressources disponibles au niveau international en combinant les capacités nationales à réagir de manière adéquate aux catastrophes. Il a évoqué l'exercice FIRE 5 (Force de réaction d'urgence en Europe) auquel participent la France, la Grèce, l'Italie, le Portugal et l'Espagne comme un exemple de coordination régionale de protection. Il a également indiqué qu'un autre système a été mis à l'essai dans le cadre du partenariat Euromed.

M. Peter Cordina évoqua les besoins spécifiques de l'île de Malte et la façon dont l'Italie avait joué un rôle prépondérant dans la mise en place des services de protection civile maltais en 2000. 70 volontaires s'attellent à résoudre les problèmes liés à l'immigration clandestine, les inondations dues aux tempêtes, ainsi que les trop nombreux accidents de la circulation. Malte est également membre du système de protection civile de l'UE, de l'Euromed et un membre associé de FIRE 5. Ses ressources disponibles comprennent des bateaux, des véhicules spéciaux pour les situations extrêmes, des équipements de plongée, une salle de contrôle et une unité de contrôle mobile.

Au cours du **débat** qui a suivi, plusieurs délégations ont exprimé le souhait de parvenir à une coopération renforcée entre tous les États membres de l'APM sur les questions de protection civile (y compris sur l'initiative FIRE 5), ainsi que d'augmenter le transfert de savoir-faire du Nord vers le Sud.

Lors de la réunion de Limassol (21 février 2009), les délégués ont eu le privilège d'entendre M. Jarraud Secrétaire général de l'organisation météorologique mondiale (OMM), M Fabrizio Gentiloni (Bureau de la Coordination des Affaires humanitaires (BCAH) ainsi que M. Christos Kyriakides, Commissaire de la Protection civile de Chypre.

M. Jarraud souligna l'importance de communiquer auprès du grand public et des politiques notamment des parlementaires, alors que bien souvent les météorologues/climatologues utilisaient un vocabulaire très spécialisé et travaillaient en vase clos. Il souligna que dorénavant, les scientifiques s'accordaient sur le fait que le réchauffement climatique était du (à 99%) à l'activité humaine. Le réchauffement climatique aurait pour conséquence un accroissement des températures et donc des sécheresses, une montée du niveau de la mer, des variations de vents et de précipitations. A l'avenir, nous disposerions donc de moins d'eau, la sécurité alimentaire serait moins assurée, les migrations environnementales seraient plus fréquentes, les risques de santé plus importants ainsi que les catastrophes naturelles. Les risques de conflits ayant pour source l'accès aux ressources naturelles, notamment de l'eau, seraient eux aussi plus importants. L'OMM avait pour tâche d'observer le climat, de poursuivre des recherches avec l'aide de centres régionaux climatologiques et d'assister les météorologues nationaux, notamment par la formation professionnelle. Du 31 août au 4 septembre 2009, la 3ème Conférence sur le Climat se tiendrait à Genève. Il espérait que l'APM pourrait être représentée à cette conférence.

M. Gentiloni, Chef, Branche Mobilisation et Soutien extérieur, Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires, Genève (BCAH) indiqua que son travail d'humanitaire devenait de plus en plus complexe car il fallait coordonner des acteurs de plus en plus nombreux. En méditerranée, le BCAH était présent dans les territoires palestiniens et à Jérusalem. En ce moment, le BCAH étudiait la possibilité de transférer son bureau de Dubaï au Caire. Il expliqua que le Coordinateur résident de l'ONU était la première personne de contact en cas de catastrophe. Une déclaration de catastrophe devait ensuite être publiée, suivie de demande d'assistance. Une demande de fonds était alors tout de suite rendue publique. Des pays APM, entre 2000 à 2009, le BCAH avait été opérationnel en Albanie, en Algérie, au Maroc, en Syrie et à Gaza.

Christos Kyriakides, Commissaire de la Protection civile de Chypre pris la parole et exposa la structure et les activités de la protection civile chypriote. Ses principales missions étaient de venir en aide aux populations lors d'incendies, de sauvetage en mer et de donner les premiers secours. La protection civile avait aussi établi un système de surveillance dans les quartiers aux fins principalement de s'assurer que les personnes âgées et isolées se portaient bien. La protection civile disposait de systèmes d'alarme pour prévenir la population en cas de danger. En cas de conflit armé la protection des populations civiles était la priorité. La protection civile chypriote collaborait avec ses homologues européens et en 2004, elle avait reçu la certification INSARAG. La protection civile chypriote avait également participé à des missions en Indonésie, au Sri Lanka, au Pakistan, au Soudan et en Grèce. Il indiqua que lors de la crise libanaise de l'été 2006, Chypre avait accueilli 60000 personnes en moins d'un mois.

M. Ruddy Salles, Président de l'APM intervint lors de la cérémonie d'ouverture de la 6ème Conférence de Dubaï sur l'Aide humanitaire internationale et le Développement (DIHAD). Il informa les participants des activités entreprises par l'APM en matière de gestion de crises notamment dans le cadre du Groupe d'Etude spécial. Il y rencontra Mme Margareta Wahlström, Sous Secrétaire générale et Coordinatrice adjointe des Secours d'urgence, du Bureau pour la Coordination des Affaires humanitaires des Nations Unies (BCAH). A l'occasion de la DIHAD, M. Salles remit une plaque APM à M. Gerhard Putman-Cramer, Chef de la Branche des Réponses aux Catastrophes du BCAH en reconnaissance de son travail de promotion d'une culture de préparation aux catastrophes et pour avoir mis en place les mécanismes internationaux de gestion de crises dans les pays de la Méditerranée.

II. Les acteurs impliqués dans la gestion des crises en Méditerranée

A / Les acteurs internationaux et les mécanismes existants

L'Organisation des Nations Unies a reçu un mandat de coordination de l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU A/RES/846/182 et suivantes) afin d'aider tous les États membres à coopérer en cas de catastrophe et d'urgence.

- Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires (**BCAH**) et, plus précisément :
- Bureau d'évaluation des Catastrophes et de la Coordination des Nations Unies (**UNDAC**) – composé d'une équipe de professionnels et de fonctionnaires de l'ONU qui peuvent être déployés en quelques heures lors de la survenance d'une catastrophe afin d'effectuer une évaluation rapide des besoins prioritaires
- Groupe international de conseil en recherche et sauvetage ou « International Search and Rescue Advisory Group » (**INSARAG**) - Réseau mondial de réponse aux catastrophes, organisations sous l'égide des Nations Unies. Il effectue chaque année des exercices de recherche et de sauvetage en milieu urbain (**RSMU**), les lignes directrices INSARAG ont été approuvées par l'Assemblée générale des Nations Unies (Assemblée générale des Nations unies A / RES / 57 / 150 du 16 décembre 2002)
- Groupe mixte **PNUE/BCAH**, mécanisme des Nations Unies pour mobiliser et coordonner l'aide d'urgence aux pays touchés par les urgences environnementales et les catastrophes naturelles
- Logistics Support Unit/ Unité de support logistique (LSU) fait partie de la Direction des services d'urgence (ESB) au sein du BCAH et est responsable de la gestion des stocks d'articles de secours qui peuvent être rapidement expédiés
- Le mécanisme de coordination humanitaire civile et militaire des Nations Unies de l'**ONU CMCoord**) est une plate-forme de coopération entre acteurs civils et militaires dans les situations d'urgences humanitaires mis en place dans le cadre de la section de coordination civile et militaire (**CMC**) du BCAH. Deux séries de lignes directrices sont en place, l'une pour les catastrophes en temps de paix et l'autre en situation de conflits.
- Le Programme des Nations Unies pour le Développement (**PNUD**) participe également, de manière générale : le coordonnateur résident PNUD est le point de contact entre toutes les activités de l'ONU dans un pays confronté à une catastrophe.

B / Les acteurs régionaux

- L'Office d'aide humanitaire de la Commission européenne (**ECHO**) - sur le financement pour les pays tiers à l'UE
- Le **Mécanisme de Protection civile de la Commission européenne** (dans le cadre duquel le mécanisme FIRE 5 est mis en place) - concerne l'intervention sur le territoire de l'UE et les pays tiers
- Le centre de veille et d'information (**MIC**) de la Commission européenne est le cœur opérationnel du mécanisme de protection civile
- Programme **Euromed** sur la Prévention, la Préparation et la Réponse aux Catastrophes naturelles ou causées par l'homme (**PPRD** - entre la Commission Européenne et les pays méditerranéens, comme l'Algérie, l'Égypte, Israël, la Jordanie, le Maroc, l'Autorité palestinienne, la Syrie, la Tunisie et la Turquie)
- **L'Union pour la Méditerranée** a pour projet de traiter des mécanismes de gestion des catastrophes dans la région
- Le Conseil de l'Europe, EUR-OPA, accord « partiel ouvert » (open Partial agreement)
- L'OTAN, concept de coordination en cas catastrophes euro-atlantiques

C/ Autres acteurs et initiatives existants

- Stratégie internationale des Nations Unies pour la Prévention des Catastrophes (**SIPC/UNISDR**)
 - Le Système d'alerte et de coordination mondiale des désastres est une plate-forme internet qui fournit en temps quasi réel des alertes sur les catastrophes naturelles dans le monde entier et des outils pour faciliter la coordination, y compris des cartes virtuelles des opérations sur le terrain, une surveillance des médias etc...
 - Croix-Rouge internationale et Croissant-Rouge (IFRC)
 - L'Initiative « Séismes et Mégapoles »
 - Congrès mondial sur la Prévention des Catastrophes

III. Les défis actuels

Le niveau de préparation des membres de l'APM face aux catastrophes varie considérablement dans notre région. En termes de coordination et d'assistance mutuelle des membres de l'APM, cela dépend principalement des accords bilatéraux signés entre les différents pays et si les membres de l'APM sont, ou non membres de l'UE et ont bénéficié de programmes de l'ONU et/ou de l'UE telles que l'aide aux pays tiers ou participent au « PPRD ».

De récents rapports pointent **cependant à l'absence de coordination effective et efficace entre les mécanismes nationaux, régionaux et internationaux**. Des appels pour intensifier les consultations avec les organes de l'ONU tel que le BCAH ont été lancés afin d'accroître la synergie de toutes les parties spécialisées dans la réaction rapide aux catastrophes.

La volonté politique est un facteur clé qui sera le moteur de la coordination et du niveau de préparation à l'avenir.

IV. Que peuvent faire les parlementaires ?

Au niveau national :

- Demander aux autorités nationales d'organiser des séances d'informations en présence d'experts nationaux et internationaux sur l'état actuel de préparation de leur propre pays et qui traiteraient des points suivants :

- ✓ Quel organe ou organisme est le point de contact national pour la protection civile?
 - ✓ Quels ministères sont impliqués au niveau national (les affaires intérieures, justice, défense, affaires étrangères ...) et qui coordonne ?
 - ✓ Les gouvernements locaux/communautés locales sont-ils/elles impliqués ?
 - ✓ Disposons-nous d'une base de données sur les moyens qui pourraient être déployés au niveau national et international pour des opérations de secours ? La partageons-nous avec les Nations unies ?
 - ✓ Avons-nous un fonds d'urgence en cas de catastrophe ? Qui est autorisé à l'utiliser ?
 - ✓ Quel est le point de contact pour la collecte et l'utilisation de l'aide en provenance des bailleurs de fonds étrangers (ONGs, La Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, des particuliers, des entreprises et autres dons)?
 - ✓ Quand l'armée doit elle être déployée ? Avons-nous des lignes directrices claires au niveau national (cf directives d'Oslo sur l'utilisation des ressources militaires et la protection civile pour soutenir les actions humanitaires des Nations Unies en cas e situations d'urgence complexes)?
 - ✓ Quelle est l'actuel mécanisme de coordination entre les acteurs civils et militaires et entre les acteurs nationaux et internationaux ?
 - ✓ Quel accord bilatéral mon pays a signé avec d'autres pays en cas de catastrophe (y compris sur les formalités douanières)?
 - ✓ Quelle formation le personnel impliqué dans la gestion des catastrophes doit recevoir?
 - ✓ Effectuons-nous des exercices de simulation (avec des équipes étrangères)?
 - ✓ Qui est en charge de la cartographie des risques de la prévention des risques et de la réduction des risques au niveau national ?
 - ✓ Avons-nous accès à la technologie qui permet la prévision des catastrophes et le sauvetage de vies humaines ?
-
- Inviter les autorités nationales compétentes à présenter des rapports régulièrement à l'APM à propos des différents types de risques encourus au niveau national
 - Identifier les forces et les faiblesses au niveau national
 - Sensibiliser la société civile sur la situation actuelle (zones à risques, la sécurité, la protection des sites du patrimoine culturel ...)
 - Préparer des mesures législatives visant à améliorer la situation actuelle, en faisant appel à des ressources adéquates (financières et de personnel) pour l'alerte précoce et la réaction rapide aux catastrophes

Au niveau régional / niveau international:

- Accroître la sensibilisation au niveau national grâce à la participation aux réunions régionales et internationales sur la gestion des catastrophes
- Les Parlements nationaux doivent organiser des séminaires régionaux sur la question en vue d'échanger des connaissances et des bonnes pratiques avec tous les États membres de l'APM et, le cas échéant, sensibiliser aux mécanismes de coopération régionale existants et faire en sorte de renforcer ces mécanismes.